

CONFERENCE

« Tour d'horizon de la documentation professionnelle à disposition des CAC »

Réf : 12C0170

CRCC Versailles

- Mardi 11 septembre 2012 -

CCI d'Eure et Loir

5 bis, avenue Marcel Proust - 28000 Chartres

Objectifs de la conférence

- Disposer de références claires pour l'exercice des missions
- Donner envie de consulter la documentation disponible
- Mieux comprendre son fonctionnement
- Utiliser facilement la bibliothèque d'exemples et de cas pratiques

Plan de la conférence

- CD-ROM trimestriel CNCC de documentation : outil indispensable du « CAC »
- Rappel des NI et revue des principales réponses aux questions des confrères
- Bulletins CNCC les plus souvent utilisés et questions diverses
- Etudes Juridiques les plus souvent citées
- Rappel des principales sources d'informations gratuites
- Best off des formations

CD-Rom trimestriel CNCC de documentation : outil indispensable du “CAC”

- Mise à jour trimestrielle
- Contenu
 - Les fondamentaux
 - Dont BPP autorévision et rotation
 - Ouvrages
 - Dont notes d'information
 - Outils
 - Dont pack PE, pack PA, dossier de travail électronique
 - Liens utiles
- Mode d'emploi : des documents accessibles d'un simple clic, à partir de 2 sommaires.

Sommaire CD ROM : onglet « Ouvrages »

OUVRAGES



CD-Rom
La Documentation du commissaire aux comptes
v.22 - juin 2012



Notes d'information

- P ▶ NI I. Les rapports du commissaire aux comptes sur les comptes annuels et consolidés (fév 2010)
- P ▶ NI II. Le commissaire aux comptes et les événements postérieurs à la clôture des comptes (fév 2010)
- P ▶ NI III - version 2 : Le commissaire aux comptes et l'alerte (juin 2012) **Nouv.**
- P ▶ NI IV. Le commissaire aux comptes et les déclarations de la direction (juin 2010)
- P ▶ NI V. Les interventions du commissaire aux comptes relatives aux opérations concernant le capital social et les émissions de valeurs mobilières
 - NI V. Tome 1 : Réduction du capital (décembre 2010)
 - NI V. Tome 2 : Libération d'une augmentation du capital par compensation avec des créances (décembre 2010)
 - NI V. Tome 3 : Augmentation du capital par émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription (juin 2011)
 - NI V. Tome 4 : Régimes d'accès au capital en faveur des salariés (juin 2011)
- P ▶ NI VI. Les commissaires aux comptes et la transformation des sociétés (déc 2010)
- P ▶ NI VII. Le Commissaire aux comptes et les demandes de confirmation des tiers (déc 2010)
- P ▶ NI VIII. Le commissaire aux comptes et les procédures analytiques (déc 2010)
- P ▶ NI IX. Le rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions et engagements réglementés (juin 2011)
- P ▶ NI X. Le commissaire aux comptes et les changements comptables (juin 2011)
- P ▶ NI XI. Le commissaire aux comptes et l'audit des comptes consolidés - (déc 2011)
- P ▶ NI XII. Le commissaire aux comptes et les opérations relatives aux dividendes - (déc 2011)
- P ▶ NI XIII. Le commissaire aux comptes et le premier exercice d'un nouveau mandat - (juin 2012) **Nouv.**

>>> Les fichiers bureautiques correspondants aux notes d'information sont en accès direct depuis le CD-Rom (navigateur Windows via Poste de travail, ...).

P disponible en papier **Pratique** : Les titres présentés en juillet seront dans le CD de septembre.

Nouveau

Normes d'exercice professionnel homologuées et code de déontologie - mars 2012

Retrouvez ici la nouvelle édition de votre référentiel normatif à jour à mars 2012.

• Normes & Code de déontologie

Bulletins	Tables Bulletin 1999		
165 (mars 2012)	166 (juin 2012) Nouveau		
161 (mars 2011)	162 (juin 2011)	163 (sept 2011)	164 (déc 2011)
157 (mars 2010)	158 (juin 2010)	159 (sept 2010)	160 (déc 2010)
153 (mars 2009)	154 (juin 2009)	155 (sept 2009)	156 (déc 2009)
149 (mars 2008)	150 (juin 2008)	151 (sept 2008)	152 (déc 2008)
145 (mars 2007)	146 (juin 2007)	147 (sept 2007)	148 (déc 2007)
141 (mars 2006)	142 (juin 2006)	143 (sept 2006)	144 (déc 2006)
137 (mars 2005)	138 (juin 2005)	139 (sept 2005)	140 (déc 2005)
133 (mars 2004)	134 (juin 2004)	135 (sept 2004)	136 (déc 2004)
129 (mars 2003)	130 (juin 2003)	131 (sept 2003)	132 (déc 2003)
125 (mars 2002)	126 (juin 2002)	127 (sept 2002)	128 (déc 2002)
121 (mars 2001)	122 (juin 2001)	123 (sept 2001)	124 (déc 2001)
117 (mars 2000)	118 (juin 2000)	119 (sept 2000)	120 (déc 2000)

Guides professionnels

- Responsabilité civile du CAC - Gérer son risque (mai 2011)
- L'évaluation financière expliquée : principes et démarches (nov 2011)
- Pack EIP - Tome 1 : Marché réglementé Actions : Extraits **Nouveau**

Etudes Juridiques

- ▶ La Société par actions simplifiée (sept 2010)
- ▶ La Nomination et la cessation des fonctions du CAC (oct 2008)
- ▶ La Responsabilité disciplinaire du commissaire aux comptes (sept 2008)
- ▶ La Responsabilité pénale des commissaires aux comptes (juin 2008)
- ▶ La Responsabilité civile du commissaire aux comptes (mars 2007)
- ▶ Conventions entre les entités et les personnes "intéressées" (mai 2004)
- ▶ L'Information des actionnaires (jan 2003)

Etude technique

"Le commissaire aux comptes et le passage aux IFRS"

Guides d'application

Commissariat aux apports et commissariat à la fusion (fév 2002)

Prise en compte de l'environnement informatique et incidence sur la démarche d'audit (avril 2003)

ARCHIVES

(accès via Windows > Poste de travail > CD)

- Le Guide du commissaire aux comptes (x. juin 2007)
- Attention : ne comporte pas les NEP parues après juin 2007.
- Anciens exemples de rapport

Fondamentaux & outils, cliquer ici

LIENS UTILES

▶ Portail - Page d'accueil

▶ Portail - Plan

▶ Site Public - Page d'accueil

▶ Annuaire professionnel

▶ Lettres d'information (bibliothèque)

Sommaire CD ROM : onglets « Fondamentaux » et « Outils »



CD-Rom
La Documentation du commissaire aux comptes
 v.22 - juin 2012



LES FONDAMENTAUX

Textes Fondamentaux

Réglementation

- Code de commerce
 - Partie législative **Mis à jour**
 - Partie réglementaire **Mis à jour**
 - Partie arrêté **Mis à jour**
 - Table de concordance du décret n°67-236 du 23 mars 1967
 - Table de concordance du décret n°69-810 du 12 août 1969
- Code de déontologie
- Table synthétique et texte intégral des NEP
- Nomination obligatoire du CAC
- Principales infractions au droit des sociétés
- Pratiques professionnelles
 - Rotation
 - Autorévision

Gestion du Cabinet

Documents pratiques

- Modèles de statuts-types des sociétés de CAC
- Manuel du déclarant
- Déclaration d'activité - Déclaration de formation (lien Portail)
- Assurance - Responsabilité professionnelle (lien Portail)
- Aide au choix d'un outil ou d'un logiciel d'analyse (lien Portail)
- Contrôle qualité : outils de contrôle (lien Portail)

Gestion des Missions

Doctrine

- Doctrine relative à certaines interventions
- NEP/normes référentiel 2003 - principales différences
- Valeurs mobilières - Tableau récapitulatif
- Notes d'information (cliquer sur Ouvrages, ci-dessous)

Exemples de rapports

- Modifications apportées à la troisième partie du rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels et consolidés - Exemples de rapports actualisés
- Exemples de rapports sur les comptes annuels et sur les comptes consolidés
- Exemples de rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions et engagements réglementés
- Exemples de rapports et d'attestation émis dans le cadre de diligences liées à la mission de commissaire aux comptes

Accès : L'ensemble de ces fichiers bureautiques sont accessibles depuis le bureau de votre ordinateur : Clic-droit sur l'icône du CD > Explorer > CDromv22 > Exemples - Outils

Procédure d'Alerte

- Schémas récapitulatifs
- L'alerte dans les SA et SAS Assimilées - exemples de lettres

Mandats EIP

- Questions pratiques mandats EIP

OUTILS

Packs

généraliser la gestion des sociétés aux comptes de la CNCC.



Pack Petites Entreprises
v3.0 - juin 2012 **Nouveau**



Pack Petites Associations
et Fondations v2.0 - fév 2012

Le Pack PE v3 est accessible depuis le portail : Page d'accueil > Accès direct « Outils & Packs »

Dossier de travail de la CNCC

Le papier - DTp	L'électronique - DTe
Retrouvez le flyer présentant le dossier de travail	Retrouvez le flyer présentant le dossier de travail
Retrouvez le flyer présentant le dossier de travail	Retrouvez le flyer présentant le dossier de travail
Découvrez le dossier électronique en cliquant ici (lien Portail)	

Testez gratuitement le dossier de travail électronique : envoyez un mail à dte@cncc.fr

Economiseur d'écran Utilité

Manuel du déclarant v2

Publications - Bon de commande

Guide Assur Resp civile pro des CAC

Ouvrages, cliquez ici

LIENS UTILES

[Portail - Page d'accueil](#)
[Portail - Plan](#)
[Site Public - Page d'accueil](#)
[Annuaire professionnel](#)
[Lettres d'information \(bibliothèque\)](#)



NI correspondant à des guides d'application des NEP

- Reprise intégrale des NEP concernées
- Mieux comprendre les obligations contenues dans les NEP
- Offrir des outils permettant de les appliquer
- Inclure des éléments de doctrine de la CNCC sur des sujets non traités dans la NEP

NI relatives à certaines interventions du commissaire aux comptes

- Interventions prévues par un texte légal / réglementaire
- Constituent LA doctrine de la CNCC relative à telle ou telle intervention
 - ✓ Tout ce que vous devez avoir en tête, faire, documenter
 - ✓ Annulent / remplacent les anciennes normes CNCC
 - ✓ Compilation des réponses publiées dans les bulletins trimestriels

Notes d'information correspondant à des guides d'application des NEP

#	Titre	NEP
I	Rapport sur les comptes annuels / consolidés	700, 705, 9510
II	Evènements postérieurs à la clôture des comptes	560
IV	Déclarations de la direction	580
VII	Demandes de confirmation des tiers	505
VIII	Procédures analytiques	520
X	Changements comptables	730
XI	Audit de comptes consolidés	600
XIII	Premier exercice d'un nouveau mandat	510

NI I - Rapports sur les comptes annuels / consolidés : la documentation de base

- Reprise des NEP concernées (700, 705, 9510)
- Exemples de rapport « standard » = 10 canevas de base
- Illustrations = de nombreux exemples de rédaction circonstanciée
 - de réserves / refus = 19 exemples (désaccord, limitation, incertitudes, observation)
 - de justification des appréciations = 20 exemples (principes comptables français, IFRS, comptes annuels, comptes consolidés)
 - d'observations dans la 3^{ème} partie (omission des informations relatives aux délais de paiement, à la rémunération des mandataires sociaux, ...)
 - d'exemples de rapports en cas de non obtention des comptes annuels, de l'annexe, du rapport de gestion ...
- Quelles irrégularités signaler dans la 3^{ème} partie ?
- Sanctions relatives à la communication aux actionnaires et au commissaire aux comptes (délais, selon forme juridique des entités, ...)

NI I - Rapports sur les comptes annuels / consolidés : questions / situations spécifiques - 1

	§ NI
Sous quelles conditions des comptes consolidés peuvent-ils ne pas être « certifiés » ?	1.222
Rapport « de régularisation » relatif à un exercice antérieur à celui de la nomination du commissaire aux comptes	3.133 / 8.6
Lien opinion / révélation au procureur de la République	3.34
Information de l'AMF et de l'ACP	3.35
Suivi des réserves / refus N-1	3.4
Exemple de communication ad hoc en cas de non reconstitution des capitaux propres dans les délais légaux et lien avec révélation	5.2
Date du rapport sur les comptes vs date du rapport sur le rapport du président	6.12

NI I - Rapports sur les comptes annuels / consolidés - questions / situations spécifiques - 2

	§ NI
Co-signature avec un auditeur contractuel (impossible)	6.135
Désaccord entre co-commissaires aux comptes et exemple de rapport avec 2 opinions	6.14 / 8.5
Refus d'approbation / modification des comptes par l'AG ou post AG (y c exemples de 2 nd rapport)	6.32 / 6.33 / 6.4
Exemple de traduction en anglais du rapport sans réserve ni observation	7.13
Exemples de rapport « de carence », rapport complémentaire et 2 nd rapport	11

NI II - Evénements postérieurs à la clôture des comptes

La nature des événements postérieurs affecte leur traitement comptable et l'information à donner par l'entité

Ayant un lien direct et prépondérant avec une situation existant à la clôture
Se rapportant à des situations n'ayant pas pris naissance avant la clôture
Remettant en cause la continuité d'exploitation



La date de leur survenance et la date de leur connaissance par le CAC affectent le traitement dans son rapport et ses obligations d'information

Entre la clôture et l'arrêté des comptes
Entre l'arrêté des comptes et la date du rapport
Entre la date du rapport et l'AG
Après l'AG



De nombreux diagrammes, tableaux et questionnaires pour guider le CAC
Des exemples de rédaction de réserve / refus, observation / communication dans 3è partie, nouveau rapport

- La NI reprend la NEP et fait de la pédagogie autour d'une obligation mal comprise / perçue
 - Quels sont les objectifs poursuivis ?
 - Quelles sont les déclarations obligatoires et pourquoi le sont-elles ?
 - Dans quelles situations le CAC peut-il avoir besoin de déclarations spécifiques additionnelles ?
 - Y a-t-il d'autres supports possibles que la « lettre d'affirmation » ?
 - Qui signe ces déclarations ?
 - Quelle est l'incidence sur l'opinion de l'impossibilité d'obtenir les déclarations demandées ? de l'obtention de déclarations modifiées ou assorties de réserves ? d'un changement de direction ?
 - Sont-elles nécessaires en dehors de la mission de certification ?

- La NI fournit de nombreux outils / exemples
 - Lettre de l'entité au CAC
 - Courrier du CAC à l'entité
 - Demande de mention d'une déclaration dans le PV de CA
 - Rédaction de déclarations spécifiques

VII - Demandes de confirmation des tiers

Des précisions sur la portée, l'utilité et les objectifs de la confirmation des tiers

Modalités d'application pratiques selon les tiers concernés (clients, fournisseurs, banques, avocats, ...) :

- A quelle date ?
- Comment sélectionner les tiers ?
- Comment traiter les réponses et les demandes sans réponse ?
- ...

De nombreux outils :

- Exemples de lettres en français (21) et en anglais (13)
 - clients, fournisseurs, banques, avocats, emprunts, cadastre, stocks en dépôt, greffe du TC, crédit-bail, organismes sociaux, assurances, ...
- Tableaux de suivi / traitement

- En quoi consistent des procédures analytiques ?
 - Les différentes techniques : revue de vraisemblance, comparaison de données absolues ou relatives (ratios), analyses de tendance
- Quand les mettre en œuvre ?
 - OBLIGATOIREMENT lors de la prise de connaissance et à la fin de l'audit
 - Au choix du CAC et moyennant des conditions préalables :
 - comme technique appropriée pour les contrôles de substance
 - seule ou combinée avec d'autres techniques d'audit
- Des outils
 - Guide commenté des principaux ratios
 - Liste aide-mémoire par rubrique des comptes annuels
 - 4 exemples illustrés

- Une partie « comptable » très fournie, car la NEP ne peut pas être correctement appliquée si le sous-jacent n'est pas acquis
 - Compilation des dispositions applicables dans les référentiels français et IFRS
 - Liste des méthodes préférentielles du PCG et du CRC n° 99-02
 - Définition des changements de méthode, changements d'estimation, corrections d'erreur et changements d'options fiscales
 - Traitement comptable de ces différents changements
- Quid des changements de référentiel comptable ?
 - Admission à la négociation sur un marché réglementé
 - Transfert Euronext → Alternext
 - Application de l'article L.233-24 du code de commerce
- Travaux du CAC et incidence sur son rapport
 - **Attention toutefois, la NEP 730 est susceptible d'évoluer sur l'observation obligatoire en cas de changement de méthode**

NI XI - Audit de comptes consolidés

- Précise les modalités d'application de la NEP 600 en adoptant une approche chronologique de la mission d'audit des comptes consolidés
- Fournit des outils utiles à la conduite de la mission
- Apporte également des précisions sur la mise en œuvre des NEP 100, 260, 265, 320 dans le cadre de l'audit des comptes consolidés
- Directement intégrés dans la note d'information



Microsoft Office
verPoint Presenta



Package



C:\Users\
1\Documents\Tran



Package

- Des schémas et des tableaux pédagogiques reprenant des éléments clés de la démarche d'audit
- Des exemples de contrôles groupe et de contrôles sur le processus de consolidation

NI XI - Audit de comptes consolidés

■ En annexe



Outils

- Des outils méthodologiques
- Un cas pratique qui illustre l'approche pouvant être adoptée par le commissaire aux comptes pour, notamment :



Cas pratique

- Identifier les entités importantes
- Evaluer le caractère suffisant et approprié des éléments à collecter en tenant compte, en particulier, des contrôles groupe et du processus de consolidation
- Déterminer le seuil de signification pour chaque entité dont l'information comptable fait l'objet de procédures d'audit ou d'examen limité

NI XIII - Premier exercice d'un nouveau mandat

- Aborde les spécificités du premier exercice d'un nouveau mandat
 - Formalités administratives et lettre de mission initiale (chapitre 1 de la NI)
 - Diligences spécifiques lors de la prise de fonction (chapitre 2)

- Apporte des précisions sur des situations particulières, notamment :
 - Certification des exercices antérieurs
 - Première intervention commençant par un examen limité ou par une augmentation du capital
 - Identification d'erreurs dans le bilan d'ouverture
 - Identification d'irrégularités ou de faits délictueux
 - Suivi des réserves ou du refus de certifier formulés par le commissaire aux comptes précédent

NI XIII - Premier exercice d'un nouveau mandat

■ Propose des outils

- Exemples de lettre à la CRCC - notification de mandat, lettre de mission
- Rappel des formalités de pré-acceptation
- Exemples de rapports : rapport de régularisation de l'approbation des comptes des exercices antérieurs, rapport en cas de limitation des diligences, rapport en cas de suivi de réserve(s) ou de refus de certifier
- Non encore inclus dans la NI : EJ 2011-55 - comment régulariser une situation où un CAC aurait dû être nommé depuis plusieurs exercices (ex SARL au dessus des seuils, association ayant reçu plus de 153 K€ de subventions) ? Bulletin 165 p.142 à 148

■ Éléments de doctrine

- Le suppléant n'a pas à informer la CRCC de sa nomination (Bull. CNCC n 161, mars 2011)
- Communication prédécesseur / CAC nouvellement nommé
 - Levée du secret professionnel, mise à disposition des dossiers, ...

Notes d'information relatives à certaines interventions du CAC

	Titre
III	Alerte (attention : Mise à Jour en juin 2012)
V – t. 1	Réduction du capital
V – t. 2	Libération d'une augmentation du capital par compensation avec des créances
V – t. 3	Emission d'actions ordinaires avec suppression du DPS
V – t. 4	Régimes d'accès au capital en faveur des salariés (épargne salariale, SO, AGA, BSPCE, évaluation des titres PEE)
V – t. 5	Actions de préférence (émission, conversion, rachat, ...) *
V – t. 6	Valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance *
VI	Transformation des sociétés
IX	Conventions / engagements réglementés
XII	Dividendes

* Attention : à ce jour, seulement sur le portail de la CNCC (publié le 26/07/2012) et donc pas encore sur le CD-Rom de juin 2012 !

Notes d'information relatives à certaines interventions du CAC

- Toutes ces NI ont une structure équivalente :
 - Rappel des textes / Obligations de l'entité
 - Intervention du commissaire aux comptes
 - Diligences
 - Rapport
 - Exemples de rapport du commissaire aux comptes
 - Questions spécifiques, très nombreuses
 - Annexes outils (questionnaires de contrôle, lettre de mission, ...)

Structure de la NI	Exemples de développements
1 - Dispositif législatif / réglementaire	Quelles sont les entités concernées ? Alerte et secret professionnel
2 - Critères d'intervention du CAC	Rappel de la NEP 570 et des référentiels comptables Faits de nature à compromettre la continuité d'exploitation (exemples, appréciation des faits, ...) Lien avec les autres procédures « Difficultés des entreprises » prévues par le code de commerce, par ex. procédure de sauvegarde (2.55)
3 - Contenu et portée de la procédure d'alerte du CAC	Qu'entend-on par « réponse satisfaisante » ? Dans quelles circonstances reprend-on la procédure à la phase où elle a été interrompue ?
4 - Mise en œuvre de la procédure	Par type d'entité, description et schéma récapitulatif des différentes phases
5 - Liens entre la PA les autres aspects de la mission	Déclarations de la direction Incidences sur le rapport s/ les comptes

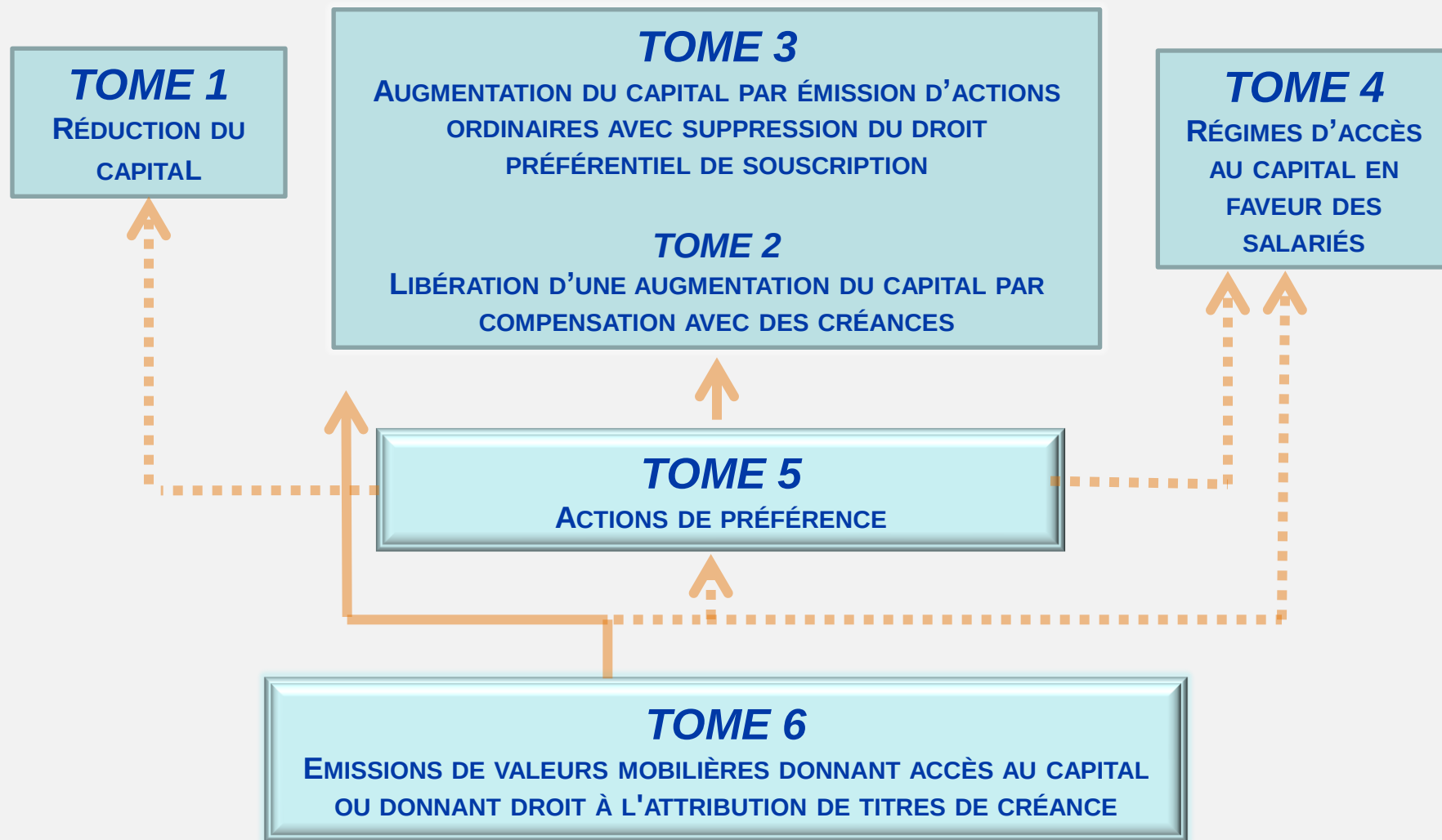
7 - Questions spécifiques (exemples)

- Co-commissariat
- Succession sur un mandat où le prédécesseur a déclenché la procédure
- Lien avec les obligations de signalement des irrégularités et de révélation
- Délai de convocation de l'AG dans les sociétés dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé
- Acceptabilité des courriels (non)
- Absence d'accusé de réception

8 / 9 - Supports opérationnels - outils

- Questionnaire de fin de mission relatif à la continuité d'exploitation
- Exemples d'indicateurs significatifs
- Exemples de courriers / rapports par phase et par type d'entité (environ 80 !)
- Calendriers
- Schémas décisionnels synthétiques

Liens entre les différents tomes de la NI V



NI V t.1 - Réduction du capital

Exemples de points traités	§ NI
Date de mise à disposition du rapport dans les SAS = au moins 15 jours avant AG, même si les statuts prévoient un délai plus court	1.33.1
Dans quelles circonstances la notion d'égalité entre les actionnaires s'applique-t-elle ?	2.23.3
Réduction par annulation d'actions à acheter	3.2
Absorption des pertes par un seul actionnaire	3.3
Coup d'accordéon	3.4
Imputation exclusive des pertes s/ le capital, sans passer par les réserves	3.6
Exemples de rapports (10, dépendant du contexte et des modalités de l'opération)	4.1

NI V t.2 - Libération d'une augmentation du capital par compensation avec des créances

Exemples de points traités	§ NI
2 rapports du CAC : -Certification de l'exactitude de l'arrêté de compte -Certificat du dépositaire	2.23
Combinaison avec les dispositions régissant certaines augmentations du capital et nécessitant un rapport du CAC	1.34
Quid de l'intervention du CAC dans une SARL ?	3.1
Quid en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital libérée par compensation ?	3.2
Procédé possible en présence de pertes > 50% du capital ?	3.4
Compensation avec une créance antérieure à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde	3.6
Groupe de sociétés – Réalisation de 2 opérations avec la même trésorerie	3.7
Augmentation par élévation du nominal de l'action	3.9
Opération réalisée dans le cadre d'un plan de sauvegarde	3.10

NI V t.3 - Emission d'actions ordinaires avec suppression du DPS

- LE tome de référence des tomes 5 et 6 :
 - Qui traite de beaucoup de questions spécifiques également applicables en cas d'émission d'actions de préférence ou de valeurs mobilières donnant accès au capital
 - Auquel ceux-ci renvoient pour les exemples de rapport avec observation (26 hors variantes)
 - Une arborescence et des formes de conclusions se combinant en fonction des 4 éléments sur lesquels le CAC exprime son avis, qui ne dépendent pas forcément les uns des autres
- En cas d'émission déléguée à l'organe compétent par l'AG
 - Toujours un rapport à l'AG
 - Sauf certaines émissions d'actions ORDINAIRES dans les sociétés dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé
 - Toujours un rapport complémentaire, basé s/ le rapport de l'organe compétent (OC) et donc forcément postérieur
 - Pas de rapport « intermédiaire » à l'OC avant qu'il utilise la délégation

NI V t.3 - Emission d'actions ordinaires avec suppression du DPS

Exemples de points traités	§ NI
Absence ou communication tardive de la situation financière intermédiaire en cas d'émission au cours du 2 nd semestre	3.1 3.2
Incidence des réserves formulées dans le rapport s/ les comptes	3.3
Société de création récente n'ayant pas encore établi de comptes annuels	3.4
Chiffres basés s/ des comptes annuels provisoires	3.5
Prix d'émission basé s/ valeur conventionnelle dont les modalités de détermination ne sont pas explicitées dans le rapport de l'organe compétent	3.7
Prix d'émission fixé par un expert	3.9
Difficultés liées à la continuité d'exploitation	3.10
Prix déjà fixé alors que l'émission fait l'objet d'une délégation	3.13
Rédaction du complémentaire lorsque le rapport initial comporte une observation	3.14

NI V t.4 - Régimes d'accès au capital en faveur des salariés

Augmentation du capital réservée aux adhérents PEE

- Référence au seul code du travail pour la détermination du prix d'émission est insuffisante dans les sociétés dont les titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé
- Modifications à prévoir suite à la loi Warsmann 2 (obligation périodique)

Attribution d'options de souscription ou d'achat

- Rapport du CAC à l'AG qui autorise uniquement, pas de rapport complémentaire
- Idem ci-dessus pour référence au code du travail
- Modification d'un plan → rapport du CAC ?
- Précisions s/ le contenu du rapport spécial annuel à établir par la société

Attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre

- Rapport du CAC à l'AG qui autorise uniquement, pas de rapport complémentaire
- Précisions s/ le contenu du rapport spécial annuel à établir par la société
- Possibilité d'attribuer des AGA en l'absence de réserves / primes suffisantes ?

Emission de BSPCE

- BSPCE donnant droit à des actions de préférence

Evaluation de titres détenus dans le cadre d'un PEE

- Intervention ANNUELLE du CAC uniquement dans les sociétés dont les titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé

NI V t.5 - Actions de préférence : quelles opérations relatives aux AP nécessitent l'intervention d'un professionnel ?

1

- L'émission d'actions de préférence

2

- L'inscription dans les statuts des modalités de conversion ou de rachat des actions de préférence

3

- La conversion des actions de préférence

4

- Le rachat des actions de préférence

5

- Le contrôle du respect par la société des droits attachés aux actions de préférence

6

- L'appréciation des avantages particuliers attachés aux actions de préférence

NI V t.5 - Actions de préférence : questions spécifiques - Emission d'AP



Options de souscription d'AP, attribution gratuite d'AP, émission de VM donnant accès à des AP

Réservée aux adhérents d'un PEE

Sous condition suspensive de la transformation de la société

En vue de rémunérer des apports en nature

Possibilité d'octroyer des droits de vote double dans une société anonyme constituée depuis moins de 2 ans

Droits exerçables dans une société contrôlée ou dans la société contrôlante

Dans une société anonyme coopérative

NI V t.5 - Actions de préférence : Appréciation des avantages particuliers

Quand

- Lorsque l'émission ou la conversion est réservée à des actionnaires nommément désignés

Qui

- Un commissaire aux apports (1ère émission ou conversion réservée à des actionnaires nommément désignés)
- Le commissaire aux comptes (lorsqu'il y a déjà eu une émission ou une conversion réservée à des actionnaires nommément désignés)

CAA

- Examiner l'information donnée dans le rapport de l'organe compétent et apprécier si elle est de nature à éclairer les actionnaires sur l'opération qui leur est soumise
- Vérifier également que les droits particuliers attachés aux actions de préférence ne contreviennent pas aux dispositions légales
- Lorsque les droits particuliers sont quantifiables, indiquer le mode d'évaluation et sa justification figurant dans le rapport de l'organe compétent et vérifier « *que la valeur des droits particuliers correspond au moins à la valeur nominale des actions de préférence à émettre augmentée éventuellement de la prime d'émission* »

CAC

- Examiner l'information donnée dans le rapport de l'organe compétent sur l'évaluation de l'incidence de l'émission envisagée sur les droits des porteurs actuels des actions de préférence de la catégorie concernée émises antérieurement et apprécier si elle est de nature à éclairer les actionnaires sur l'opération qui leur est soumise

NI V t.6 - Valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance : questions spécifiques, quelques exemples

Exemples de points traités	§ NI
Délégation globale	4.1
Emission de VM	
• Réservée aux adhérents d'un PEE	4.4
• En rémunération d'un apport en nature	4.11
• Comportant des actions de préférence	4.3
• Donnant accès au capital d'une société contrôlante ou contrôlée par la société émettrice	4.2
Modification du contrat d'émission, prorogation de la durée d'exercice de BSA, ...	4.5 / 4.6

NI V t.6 - Valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance - autres thèmes abordés

1

- **Emission d'obligations par une société par actions n'ayant pas établi deux bilans régulièrement approuvés**

2

- **Emission de bons d'offre gratuits en cas d'offres publiques d'acquisition ou d'échange**

NI VI - Transformation des sociétés (voir page 26 NI VI)

Ancienne forme	Nouvelle forme	Intervention du CAC	Intervention d'un CAC	Intervention d'un CAT
SA, SCA	Toute forme nouvelle, sauf SNC	Oui L.225-244 (1)	Non	Non (1)
SAS avec CAC	Toute forme nouvelle, sauf SNC	Oui L.225-244	Non	Non
SAS sans CAC	SA, SCA	Non	Non	Oui L.224-3
SARL avec CAC	Toute forme nouvelle	Non	Oui L.223-43 (2)	Non
SARL sans CAC	SA, SCA, SAS	Non	Oui L.223-43 (3)	Oui L.224-3 (3)
SARL sans CAC	SCS, SNC, SC	Non	Oui L.223-43	Non
SCS, SNC, SC sans CAC	SA, SCA, SAS	Non	Non	Oui L.224-3

(1) Pour le cas particulier de la transformation d'une SA en société européenne, l'intervention du commissaire aux comptes de la société (art. L.225-244) n'est pas requise mais un ou plusieurs commissaires à la transformation doivent être désignés (art. L.225-245-1).

(2) La mission peut être confiée au commissaire aux comptes de la SARL.

(3) Le commissaire à la transformation (art. L.225-3) peut aussi être désigné pour accomplir la mission (art. L.223-43) confiée à un CAC inscrit.

NI IX - Conventions / engagements réglementés : les outils

- 5 canevas permettant une adaptation sur-mesure / 18 exemples de rapport
- Synthèse des procédures de contrôle par entités
 - Autorisation préalable
 - Conventions [nouvelles seulement] ou [anciennes et nouvelles] ?
 - Quelles sont les personnes concernées ?
 - ...
- Mentions à inclure dans la lettre de mission
- Lettres types de l'entité pour aviser le CAC
- Questionnaires relatifs à la procédure des conventions réglementées : SA, SAS, SARL, associations et PMDPNC



Exemples



Synthèse
procédures

NI IX - Conventions / engagements réglementés

Les 2 parties du rapport spécial

Conventions soumises à l'approbation de l'AG

i.e. l'AG **vote**

- Autorisées au cours de l'exercice
- Autorisées depuis la clôture
- Non autorisées préalablement
- Des exercices antérieurs non approuvés par l'AG
- Des exercices antérieurs non soumises à l'approbation de l'AG

Conventions déjà approuvées par l'AG

i.e. l'AG **est juste informée**

- Approuvées au cours d'exercices antérieurs
- Approuvées au cours de l'exercice (par une AG ad hoc)
- Autorisées depuis la clôture (par une AG ad hoc)

NI IX - Conventions / engagements réglementés : Précisions et éléments de doctrine

Quelques exemples

Engagements réglementés au profit des dirigeants dans les sociétés dont les titres sont admis aux négociations s/ marché réglementé

1.15

Pour un engagement, qu'est-ce qu'un « acte d'exécution » ?

1.153

Quelles sont les entités dans lesquelles le CAC n'a pas à établir de rapport spécial ?

1.4

Tacite reconduction = nouvelle convention

2.141

Quelles conventions relater pour une société qui s'est transformée en cours d'exercice ou postérieurement à la clôture ?

EJ 2010-130
(bull. n° 163)

Convention soumise à l'approbation de l'AG en cours d'année, en dehors de l'AG d'approbation des comptes – Rapport ad hoc du CAC

Exemple E7

A suivre : rapport définitif du groupe de travail AMF sur les assemblées générales (publié le 2 juillet 2012) et modifications législatives demandées

- Filiales à 100%
- Convention entre une filiale et un administrateur de la mère

■ Paiement du dividende en actions

- Intervention du CAC dans les seules sociétés dont les actions ne sont pas admises aux négociations sur un marché réglementé

■ Acomptes sur dividendes

- Existence d'un bilan établi à une date intermédiaire
- Il ne s'agit pas pour le CAC de certifier ce bilan mais de conclure sur le respect de l'inéquation [Bénéfice distribuable tq défini par la loi $\geq$ acompte]
 - Travaux à géométrie variable selon la marge
 - Rapport du CAC PREALABLE à la décision de l'organe compétent

■ Acomptes sur dividendes

- Exemples de points spécifiques traités

- 2.32 - Comment traiter les événements survenant postérieurement à la date du bilan intermédiaire ?
- 3.45 - Comment rédiger le rapport lorsque des acomptes ont déjà été distribués ?
- 4.1 - Quelles conséquences en cas d'impossibilité de conclure ou de conclusion défavorable ?
- 4.4 - Est-il possible de distribuer un acompte au titre d'un exercice N alors que les comptes de N-1 n'ont pas encore été approuvés ?
- 1.9 - Quelles conséquences si, en fin d'exercice, le résultat s'avère inférieur aux acomptes effectivement distribués ?
- 1.8 - Est-il possible de verser un acompte sur dividendes au cours du 1^{er} exercice social ?
- 2.11 - Comment faire dans une société qui n'a pas de CAC ?

Bulletins CNCC les plus souvent utilisés... et non précédemment cités

- Comment régulariser une situation si un CAC aurait dû être nommé depuis plusieurs exercices (ex SARL au dessus des seuils, association ayant reçu plus de 153 K€ de subventions) : bulletin 165 p.142 à 148 (précédemment 102 p.319), déjà cité diapo 21 mais si fréquemment utilisé
- Si l'entité auditée est en difficultés et en particulier en liquidation judiciaire quel est le sort du mandat du CAC : bulletin 153 p.38
- Délais de conservation des archives bulletin 157 page 195
- Notions de contrôle SAS bull 162 p.264, mère ou fille étrangère, SCI... bulletin 155 p.606
- Est-ce que le R.123-199-1 sur les transactions liées est applicable aux associations ?
- Sort des mandats en cas de TUP de cabinets de CAC : voir bulletin 146 p.334



- Paiement des honoraires : difficulté de recouvrement en période d'alerte (bulletin 89 p.148 et 101 p.115 - ils sont tous archivés sur le portail de la CNCC), problème sur le montant (conciliation voir manuel du déclarant question réponse 73) sur le paiement (voir manuel du déclarant question réponse 74, voir bulletin 158 page 400 et Lefebvre Audit 2011-2012 à partir du paragraphe 10280)
- CAA puis CAC est-ce possible : oui article L. 823-1
- Modèle de contrat d'exclusivité (mandat PP facturées par une PM) et modèle de contrat de collaboration externe : voir dans CAC assistant accessible sur CRCC Versailles espace membre, vie des commissions, manuel de procédure (doc 7.9) et exemple de contrat (doc 7.10 et 7.11)
- Est-ce qu'un mandat de CAC peut être cédé : voir FAQ sur le site de la CRCC de Versailles« mandat »

Questions diverses

- Exemple d'attestation DDL et lettre de mission : oui bulletin CNCC 155 p.551 et suivantes
- Modèle de rapport partis et groupements politiques : voir communiqué CNCC portail du 19 avril 2012 et bulletin CNCC 166, à partir de la page 231

Etudes Juridiques les plus souvent citées

- EJ cessation/ nomination:
 - Démission par le client : impossible cf paragraphe 197
 - Non paiement honoraires est-ce critère pour démission : oui voir paragraphe 194
 - Si titulaire démission quelle durée du mandat pour le suppléant voir paragraphe 176, si les 2 démissionnent quelle durée pour les nouveaux (titulaire et suppléant) voir paragraphe 178
 - Si TUP de l'entité à quelle date s'arrête le mandat du CAC voir paragraphe 207
 - Sort du mandat en cas de franchissement à la baisse des seuils : voir paragraphes 287 et 288
- EJ SAS
 - Notion de contrôle impliquant nomination d'un CAC paragraphe 175

Toutes ces Etudes Juridiques sont accessibles sur le CD Rom de la CNCC.

Rappel des principales sources d'informations gratuites

- Rappel du fonds documentaire général :
 - CD ROM trimestriel
 - Comment chercher sur le site CNCC
 - Etude juridique spécifique
- Les Lefebvre audit, sociétés commerciales et associations/fondations sont des incontournables à ranger à côté du comptable
- FAQ sur site le CRCC Versailles, accessible dans l'espace membre avec un outil de recherche

Rappel des principales sources d'informations gratuites

[Retourner à la partie publique du site](#)



Rechercher

Actualités réservées

Espace d'échanges

Vie des Commissions

Services en ligne

SERVICES EN LIGNE

Demande d'attestation d'inscription

Demande d'attestation d'absence de mandat

Assistance - Poser une question technique à la compagnie

Récupérer mes attestations de présence aux manifestations

Inscription aux manifestations

FAQ



[Accueil](#) / [Services en ligne](#) / [Foire Aux Questions \(FAQ\)](#)

FOIRE AUX QUESTIONS (FAQ)

Tapez un mot clé

Indiquez 1 ou 2 mots sans "et" ni "ou"

NB : Les références au bulletin sont faites à titre indicatif. Certains contenus doivent être adaptés en fonction des évolutions récentes ou de la recodification du Code de commerce.

Commissariat aux apports

Bonjour, Je suis CAC d'une SAS X filiale à 100% d'un groupe étranger. Ce groupe a 2 autres filiales à 100 % en France (SARL Y et SARL Z) qui envisagent de fusionner. Je souhaite savoir si je peux accepter une mission de commissaire à la fusion(fusion absorption de Y par Z). Il n'a pas de lien capitalistique entre la SAS X et les 2 SARL. Je vous remercie par avance de votre réponse.
Je vous invite à lire le bulletin CNCC 140 p. 743.

Nomination

Dans une société d'interim, le nombre moyen de salariés s'entend-il de l'ensemble des salariés (intérimaires compris)ou bien des seuls permanents pour l'appréciation des seuils.
Je vous invite à lire les textes ci-dessous.

CONDITIONS DE NOMINATION DU CAC

Chapitre VII : Des sociétés par actions simplifiées.

Article R227-1

Pour l'application de l'article L. 227-9-1 relatif à la désignation d'un commissaire aux comptes, le total du bilan est fixé à 1 000 000 €, le montant hors taxe du chiffre d'affaires à 2 000 000 € et le nombre moyen de salariés permanents employés au cours de l'exercice à vingt.

Le total du bilan, le montant hors taxe du chiffre d'affaires et le nombre moyen de salariés sont déterminés conformément aux quatrième, cinquième et sixième alinéas de l'article R. 123-200.

La société n'est plus tenue de désigner un commissaire aux comptes dès lors qu'elle n'a pas dépassé les chiffres fixés pour deux de ces trois critères pendant les deux exercices précédant l'expiration du mandat du commissaire aux comptes.

ESPACE MEMBRE

Bonjour, Christine WOHL

[Modifier mon profil](#) | [Déconnexion](#)

- > Demande d'attestation d'inscription
- > Assistance - Poser une question technique à la compagnie
- > Récupérer mes attestations de présence aux manifestations
- > Inscription aux manifestations

FOIRE AUX QUESTIONS (FAQ)

Bonjour, Je suis CAC d'une SAS X filiale à 100% d'un groupe étranger. Ce groupe a 2 autres filiales à 100 % en France (SARL Y et SARL Z) qui envisagent de fusionner. Je souhaite savoir si je peux accepter une mission de commissaire à la fusion(fusion absorption de Y par Z). Il n'a pas de lien capitalistique entre la SAS X et les 2 SARL. Je vous remercie par avance de votre réponse.

[Accéder à la FAQ](#)

Dans une société d'interim, le nombre moyen de salariés s'entend-il de l'ensemble des salariés (intérimaires compris)ou bien des seuls permanents pour l'appréciation des seuils.

[Accéder à la FAQ](#)

Rappel des principales sources d'informations gratuites

- Rappel du processus de questionnement :
 - Poser sa question par écrit via le formulaire de la FAQ du site, si la réponse existe dans la doctrine la réponse est envoyée par la CRCC de Versailles en moyenne sous 48 heures
 - Si elle est trop spécifique elle est remontée à la commission des études techniques de la CRCC de Versailles et
 - Le cas échéant à la commission ad hoc de la CNCC (CEC, CEJ, CET ou CANP essentiellement)

- Actuel
- Arrêté des comptes : aspects comptables et fiscaux
- Les parcours d'été qui regroupent 3 journées à des tarifs très intéressants 900 euros : cette été « appliquer les DDL constat, l'environnement et spécificités des associations, fondations et fonds de dotation, NEP relatives à l'audit revoir les textes fondamentaux
- Lutte contre le blanchiment des capitaux et financement du terrorisme
- Evaluer le contrôle interne pour mieux maîtriser les risques (*Programme prioritaire CNCC*)
- Commissariat aux apports et à la fusion
- Rapport spécial et NI
- Auditer l'annexe des comptes annuels
- Audit des comptes consolidés
- Formations à l'utilisation du pack PE et PA

Vos questions

Notre conférence arrive à présent à son terme...

Nous sommes à votre disposition pour répondre à vos questions !

Nos remerciements

Nous vous remercions pour votre participation...

Et vous souhaitons de bien profiter de cette journée institutionnelle